

LE CHAT DÉCHAINÉ

Contribution artisanale aux luttes d'ici et d'ailleurs

**Une publication sur supports divers et à parution irrégulière
de la Fédération Libertaire des Montagnes (Jura suisse)**

★ PRIX LIBRE

COMBATTRE L'EXTRÊME-DROITE, PLUS QUE JAMAIS

Le 22 octobre, l'UDC a gagné un nombre considérable de sièges lors des élections fédérales, au détriment du PLR mais aussi de la gauche. Les Vert·es notamment reculent. Dans le canton de Neuchâtel, l'UDC ré-entre dans la délégation au Conseil national, au détriment du POP. Une bonne nouvelle régionale tout de même : Bauer, PLR au service des patrons et grand pourfendeur du salaire minimum, est éjecté du Conseil des États. Les deux sièges vont à la gauche.

L'UDC, comme nous l'exposons dans notre numéro d'avril-mai 2023, se fascise fortement. Ces derniers mois, on a appris que plusieurs cadres et sections collaboraient avec les néo-nazis de la Junge Tat voire les finançaient en leur confiant leur communication. Le conseiller fédéral Rösti a aussi accueilli Némésis, collectif féministe identitaire (c'est-à-dire raciste) très proche de la Junge Tat, au Palais fédéral.

L'UDC s'allie aussi avec Mass-Voll, collectif anti-vaccination désormais clairement néo-fasciste. Cela n'a pas empêché le PLR d'apparenter ses listes avec celles de l'UDC pour les fédérales dans plusieurs cantons. Le PLR, le PEV, les Vert'lib, le Centre, le PS et les Vert·es ont même signé un communiqué national contre l'antisémitisme avec l'UDC.

Sommaire



Combattre l'extrême-droite, plus que jamais, p. 1 et p. 9

Palestine, pp. 3-7

Le drame continue, p.3

Union sacrée, pp. 3-5

« De la mer au Jourdain » et solution à deux États, pp. 5-6

Une solution sans État, pp. 6-7

Et en Suisse ? p. 7

Anarchy2023, p. 8

Offensives fascistes en Italie, pp. 10-12

Pénurie de médicaments, pp. 12-14

Bibliothèque libre, p. 14

La propriété privée, pp. 15-16

Les inculpé·es du 8 décembre, pp. 20-21

Et plus encore

(Suite p. 9)

Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
Rue Jacob-Brandt 80, 2300 La Chaux-de-Fonds
Facebook : Fédération Libertaire des Montagnes
Instagram : flm.montagnes
Twitter : flm_montagnes
flm@espacenoir.ch



Pour nous soutenir :
CCP 12-419903-8
IBAN : CH38 0900 0000 1241 9903 8

La FLM se réunit une fois par mois. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez nous rencontrer ou participer à une réunion (sans engagement).

**Le Chat déchaîné,
« publication anarchiste sur supports divers
et à périodicité variable »**

Tour à tour affiche murale, brochure, publication en format A4, feuille d'agitation, reproduction de textes anarchistes, compte-rendu de conférence, compilation d'analyses, actualités, paroles de chansons, le Chat déchaîné est un organe de diffusion de la Fédération Libertaire des Montagnes, aux format et sous-titre changeants et à la périodicité aléatoire. Réalisé bénévolement par des militant·es, vendu à prix libre lorsque le format s'y prête, le Chat déchaîné vise à renforcer les luttes au niveau local, par le biais d'informations sur les événements à venir ou passés, de matériel culturel ou encore d'analyses. Alors que la classe politique et le paysage médiatique se droitisent à vitesse grand V, il est important de développer notre propre narratif et nos propres médias. Demandez-nous les versions électroniques (à retrouver aussi sur wiki-libertaire.ch), imprimez, photocopiez, diffusez, reprenez les textes, commentez-les !

**Tous les derniers mercredis du mois, écriture de lettres
à des prisonnières et prisonniers politiques
à la bibliothèque éco-féministe de la Bise, rue Basse 44, Bienne**

PALESTINE

LE DRAME CONTINUE

Le 7 octobre 2023, une coalition d'organisations palestiniennes, emmenée par le Hamas, enfonçait autour de la bande de Gaza les défenses israéliennes et infligeait aux forces sionistes leur plus grande défaite depuis des décennies. Cette action a aussi mené au meurtre de centaines de civil·es israélien·es, le Hamas allant jusqu'à cibler et assassiner des adolescent·es et des enfants. S'ensuivent depuis des menées génocidaires de l'État israélien dans la bande de Gaza. Alors que le conflit dure depuis 75 ans, comment imposer une paix qui ne soit pas un simple retour au *statu quo* colonial, comment bâtir et renforcer la résistance sans se ranger derrière le Hamas, comment lutter ici contre la machine coloniale sioniste ? En tant qu'anarchistes, doit-on défendre pragmatiquement une solution à un État, à deux États ? Ou plutôt se battre pour une solution sans État ?

UNION SACRÉE EN PALESTINE ET ISRAËL

Le gouvernement israélien faisait face, avant l'attaque du 7 octobre, à d'immenses manifestations de rue et autres actes de défiance, notamment des grèves

de réservistes. Les protestataires s'opposaient à un gouvernement dirigé par Netanyahu avec la participation de l'extrême-droite religieuse. Les attaques contre les droits politiques et civils des citoyen·nes d'Israël ont fait sortir les gens dans la rue. Ce mouvement a pris fin avec l'attaque de la résistance gazaouie, les Israélien·es resserrant les rangs derrière leur gouvernement. Cela n'empêche pas le journal de centre-gauche Haaretz de dénoncer Netanyahu comme le principal responsable de la situation dès le lendemain. En effet, au-delà de la colonisation qui progresse sans cesse, Netanyahu et de larges pans de l'élite israélienne ont ouvertement favorisé le Hamas au détriment du Fatah (centre-gauche, historiquement révolutionnaire) et des autres partis de gauche (notamment le FPLP et le FDLP, marxistes-léninistes). Pourquoi cette stratégie ? Favoriser le Hamas permet d'empêcher toute discussion avec les forces palestiniennes et de provoquer l'union autour du gouvernement en cas de conflit ouvert.

L'union n'est pas parfaite pour autant : de nombreuses manifestations de protestation contre les massacres commis par l'armée israéliennes ont lieu en Israël-même, organisée par des Juif·ves et des Arabes (on peut également ajouter quelques actes de défiance de la part d'ultra-orthodoxes par principe opposé·es à

l'État d'Israël, qui certes portent des drapeaux palestiniens mais sont également profondément réactionnaires – pour certains jusqu'à attaquer des marches des fiertés au couteau).

Du côté palestinien également, on assiste à une logique d'union sacrée.

Le Hamas est un parti islamiste, issu des Frères musulmans, qui veut établir un État islamique en Palestine, même si les positions ouvertement antisémites se font plus rares qu'à la fondation de l'organisation. Le Hamas a officiellement renoncé à la destruction de l'État d'Israël et dit être prêt à reconnaître les frontières de 1967. En 2006, il a gagné les élections législatives palestiniennes. S'en est ensuivi un conflit ouvert avec le Fatah, qui a été expulsé de toute fonction dirigeante à Gaza mais contrôle aujourd'hui la Cisjordanie. Des combats ont également eu lieu entre le Hamas et le Jihad islamique, un autre groupe fondamentaliste.

La politique du Hamas n'étant pas franchement plus sociale ou démocratique que celle du Fatah, des manifestations contre lui ont eu lieu à Gaza, souvent sévèrement réprimées.

Le projet du Hamas ne semble pas compatible avec celui de la gauche palestinienne et arabe, quelle qu'en soit la nuance. Mais les nécessités de la lutte, ou selon le point de vue que l'on adopte l'aveuglement nationaliste, a depuis des décennies poussé des organisations très différentes à scissionner et collaborer en fonction des moyens de lutte adoptés contre l'État israélien plutôt que selon le

programme social défendu. Par exemple, les Dix de Damas, réunis en 1993 autour du rejet des accords d'Oslo, comportent ou on comporté à la fois des communistes, des baasistes, des dissidents du Fatah et des islamistes. L'Axe de Résistance, dominé par l'Iran, se définit quant à lui par son hostilité à Israël, aux États-Unis et à l'Arabie saoudite. Il a intégré tant des organisations pro-iraniennes (Hezbollah), que des groupes communistes (FPLP) ou historiquement socialistes (parti Baas syrien, le parti de Bachar Al Assad), et réunit tant des sunnites que des chiites, ainsi que quelques chrétiens et druzes. La *Realpolitik* pousse à des alliances peu intuitives. Le FPLP est ainsi aidé par la République iranienne, qui avait pourtant éliminé le parti communiste Tudeh dans les années 1980. Le Hamas, lui, s'est éloigné de l'Iran, notamment à cause de divergences sur la guerre en Syrie. Cela n'empêche pas le FPLP (qui considère pourtant que le gouvernement tant du Hamas que du Fatah est illégal étant donné que les dernières élections ont eu lieu en 2006), ainsi que le FDLP (scission du précédent) de participer avec le Hamas aux actions de ces dernières semaines.

La guerre de haute intensité relancée le 7 octobre balaie la question de la pertinence des alliances hétéroclites et des divisions : la résistance palestinienne, du moins à Gaza, fait front autour des forces armées, elles-mêmes largement dominées par le Hamas. Peu importe le programme social du Hamas ou son application, la

répression des manifestations, la relation avec l'Iran ou encore l'assassinat de civil·es israélien·es : ce qui compte, c'est de faire corps avec la résistance, qui a su redonner de la dignité au peuple palestinien en infligeant de lourdes pertes aux sionistes. Il faut rappeler que la majorité de la population gazaouie a moins de 18 ans et a toujours connu le blocus et les vexations imposées par l'État israélien. Dans ce contexte, le Hamas semble le grand gagnant à Gaza. Ou plutôt, il le serait si l'État israélien n'avait pas déversé un déluge de bombes sur la population palestinienne, au milieu de déclarations génocidaires de hauts responsables israéliens et d'agressions par des colons sionistes en Cisjordanie.

DE « DE LA MER AU JOURDAIN » À UNE SOLUTION À DEUX ÉTATS

L'Histoire de la région est mouvementée : mandat britannique après la dislocation de l'Empire ottoman, implantation sioniste, Grande Révolte arabe en 1936 contre des Juif·ves vu·es avant tout comme des colons européen·es, émeutes, massacres commis par des milices sionistes d'extrême-droite, attentats sionistes contre les Britanniques, guerres entre les sionistes puis l'État israélien et les États arabes, occupations, plans de partage non-respectés...

La position historique de la gauche palestinienne a été la fondation d'un État plus ou moins laïc de la mer au Jourdain, où les Juif·ves (du vieux yichouv, puis toustes) pourraient vivre. Aujourd'hui, l'essentiel des forces palestiniennes, pas seulement de gauche, tout comme l'État israélien envisagent ouvertement une solution à deux États selon les frontières d'avant 1967 (quoique le FPLP et le Hamas défendent encore régulièrement une solution à un seul État). C'est également la position de l'assemblée générale de l'ONU. Une solution toute trouvée, donc ? C'est sans compter sur un blocus imposé à Gaza, des territoires palestiniens divisés en trois zones (sous contrôle de l'Autorité palestinienne, contrôle mixte ou sous occupation directe) et la Cisjordanie morcelée par de nombreuses colonies, toutes illégales en regard du droit international (et souvent aussi du droit israélien), rendant improbable un contrôle palestinien

Le conflit se caractérise aujourd'hui notamment par :

- une situation coloniale qui dure depuis plus de sept décennies
- un régime de discrimination systématique contre les Palestinien·es, y compris ceux ayant la nationalité israélienne
- des millions de réfugié·es palestinien·es
- des fronts durcis qui rendent improbable la création d'un État unique

- un morcellement des territoires cisjordanien rendant illusoire l'établissement d'un État palestinien continu
- une population gazaouie dont la moitié a toujours connu le blocus (et l'autre moitié a connu la colonisation)
- des milliers de prisonniers·ères palestinien·nes dans les prisons israéliennes, y compris de nombreux·ses enfants
- des milliers d'enfants tué·es à Gaza depuis le 7 octobre
- une population juive inquiète pour son existence-même

Dans ce contexte, une solution satisfaisante semble improbable si l'on essaie de la réaliser au moyen d'États-nations juif et arabe/palestinien.

UNE SOLUTION SANS ÉTAT

Les anarchistes, bien qu'ils aient généralement soutenu les luttes de libération nationale, ont toujours été sceptiques face aux chances de succès de celles-ci. À raison. En Algérie, la gauche socialiste a été minorisée et quasi-éliminée. En Iran, le parti communiste Tudeh a été liquidé par le régime des mollahs, qu'il avait soutenu par anti-impérialisme. De manière générale, du Vietnam à l'Angola, de la Corée à la Tunisie, les espoirs de révolution ont été douchés.

Les anarchistes se distinguent des autres principaux courants socialistes par leur rapport à l'État. Alors que les marxistes estiment qu'il faut prendre le contrôle de l'État (ou plutôt fonder un État prolétarien, mais cela revient au même) appelé à dépérir lorsque les conditions matérielles permettront l'émancipation des classes laborieuses, les anarchistes estiment qu'il faut construire des alternatives hors de l'État, et qu'en période révolutionnaire la lutte contre l'État est centrale. L'État n'est jamais neutre et ne pourra jamais passer du gouvernement des hommes à l'administration des choses puis à son propre dépérissement sans facteur externe, comme l'affirmaient Engels puis les léninistes. Un État est invariablement un système d'oppression et d'exploitation. S'en servir en période révolutionnaire est non seulement dangereux mais également vain.

Dans la même logique, concrétiser le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en créant de nouveaux États-nations est une erreur terrible. Une partie de la gauche considère que l'État d'Israël n'est pas légitime. Mais *aucun État n'est légitime*.

Cela ne signifie pas que les anarchistes ne doivent pas appuyer pragmatiquement la reconnaissance d'un État palestinien. De plus, il est important de soutenir ce que les Palestiniens souhaitent. Mais nous pouvons également penser une solution *sans État*, une autodétermination qui n'aboutirait pas automatiquement à une solution étatique. Il semble de toute

manière quelque peu illusoire de croire à une solution par le haut, avec une résistance palestinienne fortement divisée entre la Cisjordanie où l’Autorité palestinienne contrôlée par le Fatah joue la modération et perd sans cesse de son prestige ; et Gaza où le Hamas a su s’imposer (avec l’aide massive du Qatar et des coups de pouce d’Israël) et domine les autres organisations ; avec un gouvernement israélien fascisant ; avec une situation coloniale terrible.

Le mouvement de libération kurde offre pour cela des pistes d’une importance cruciale avec son projet de confédéralisme démocratique multi-ethnique, déjà mis en place partiellement dans le Nord-Est syrien avec succès. Nous devrions sortir des paradigmes nationalistes et nous concentrer sur la construction d’un projet démocratique partant de la population, au niveau local, sans se reposer sur la création ou la préservation d’États-nations.

Alors que le PKK a longtemps défendu la création d’un État-nation kurde, on peut aujourd’hui entendre un membre de son Conseil exécutif, Durkan Kalkan, déclarer que « *la solution non étatique du confédéralisme démocratique est la plus nécessaire dans cette région et constituerait le salut le plus important pour le peuple*

palestinien. Tout en résistant à l’oppression et à l’exploitation d’Israël, il n’est pas bon de tomber sous l’oppression et l’exploitation des dirigeants arabes. » Le PKK estime en effet depuis les années 1990 et la chute de l’URSS que le socialisme ne pourrait pas être construit par de nouveaux États. Deux relativement courts textes d’Abdullah Öcalan permettent de se familiariser avec le projet du confédéralisme démocratique : « La nation démocratique » et « Confédéralisme démocratique », tous deux téléchargeables sur ocalanbooks.com.

ET EN SUISSE ?

La Suisse a un poids diplomatique important. Exigeons de la Confédération qu’elle s’engage pour un cessez-le-feu puis pour une politique de paix durable, décoloniale.

La Suisse joue également un grand rôle économique : Axa par exemple participe au financement de la colonisation et du complexe militaro-industriel israélien ; les fabricants et vendeurs d’armes sont nombreux dans notre pays ; les banques sont souvent impliquées dans le financement d’activités bellicistes. L’action directe a toute sa place pour faire reculer les forces coloniales et bellicistes.

La campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) appelle à boycotter certains produits dont l’achat profite à l’État israélien (liste disponible sur www.bds-info.ch).

C’est aussi ici qu’il faut lutter.



Fauda, une organisation anarchiste palestinienne qui pratique l’action directe contre les forces d’occupation

ANARCHY2023

5'000 personnes à Saint-Imier pour les Rencontres Internationales Anti-autoritaires



Du 19 au 23 juillet, plus de 400 ateliers, conférences, discussions, projections de films, pièces de théâtre, concerts, promenades et de nombreuses autres activités ont animé les rues de Saint-Imier. 151 ans après le fameux congrès de la tendance fédéraliste de l'Association Internationale des Travailleurs, les idées libertaires sont encore bien vivantes. Malgré quelques tensions logiques (mais déplorables) lorsque l'on réunit plusieurs milliers de personnes dans un village comme Saint-Imier, et malgré quelques malheureux conflits politiques, les nombreuses personnes présentes ont pu apprendre et échanger sur la lutte au Bélarus, les positions des anarchistes en Ukraine, les révoltes dans les prisons italiennes, l'anarcho-syndicalisme, la vie sans argent, la dette, les chansons révolutionnaires, l'histoire de la Fédération jurassienne, mais aussi s'initier au yodel et bien d'autres choses encore. L'ambiance de festival n'a pas amoindri

la participation aux activités les plus politisées, ni la fréquentation du très fourni salon du livre.

Certaines choses auraient pu mieux se passer : le noyau dur de l'organisation est épuisé, certains ateliers étaient discutables, le salon du livre a été émaillé de coups d'éclat peu constructifs, et l'on peut craindre que cet événement n'aboutisse pas à énormément d'actions concrètes.

Malgré cela, ces RIA ont été un franc succès. Des milliers de personnes intéressées par l'anarchisme se sont rencontrées, des liens ont été forgés, les nombreuses activités ont permis une formation politique et pratique plus qu'intéressante, et l'immense majorité des participant·es ont fortement apprécié cette semaine.

L'anarchisme et les idées anti-autoritaires sont plus actuels que jamais. La fréquentation des RIA a montré que de nombreuses personnes veulent les renforcer. Réjouissons-nous et profitons de cet engouement !

Des enregistrements des conférences et du programme radio sont disponibles à l'adresse suivante :
anarchy2023.org

COMBATTRE L'EXTRÊME-DROITE, PLUS QUE JAMAIS

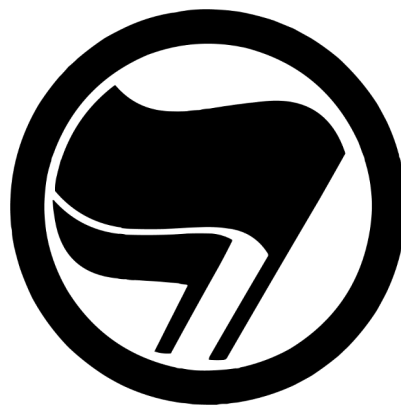
(Suite de la page 1)

Les partis institutionnels s'émeuvent sans cesse des « dérives » de l'UDC (c'est-à-dire de ses positions ouvertement racistes et de ses liens avec des néo-nazis), mais continuent de collaborer avec elle. On ne doit rien attendre d'eux dans la lutte contre l'extrême-droite et le fascisme. Ils refusent de voir la fascisation de l'UDC, ils refusent de voir le renforcement des organisations fascistes, et certain·es de leurs cadres et élu·es participent à la criminalisation des luttes antifascistes tout en normalisant les positions de l'UDC.

On ne doit rien attendre non plus de la police ou du système judiciaire. Le 21 octobre 2023, un rassemblement et une marche d'extrême-droite avaient été annoncés à Bâle. Un contre-rassemblement antifasciste aussi, sous le slogan désormais connu *Basel bleibt Nazifrei*. Les manifestations ont été interdites indistinctement par les autorités (sur fond de manifestations pro-palestiniennes – pourtant, aucune d'entre elle n'a occasionné de débordement). La police s'est pourtant claire-

ment positionnée : agent·es de plusieurs cantons, hélicoptères et canons à eaux ont été mobilisé·es contre les antifascistes. De nombreuses violences policières ont eu lieu. Les fachos (notamment *Mass-Voll* et la *Junge Tat*) ont tout de même dû abandonner leur marche, sous la pression des contre-manifestant·es et malgré la protection de la police allemande dont iels ont pu bénéficier à Weil-am-Rhein. L'action directe, ça fonctionne.

Nous devons continuer à nous organiser hors de l'État, voire contre lui, pour écraser la bête immonde. Ne tolérons pas que les néo-nazis de la *Junge Tat* puissent s'afficher à visage découvert. Continuons à arracher chaque affiche et chaque autocollant de *Némésis*. Bâtissons un cordon sanitaire autour de l'extrême-droite, UDC comprise.



Voir aussi

“Offensives fascistes en Italie”, ci-dessous, et les autres articles qui y sont mentionnés

OFFENSIVES FASCISTES EN ITALIE

Guerre aux pauvres, traque des familles homoparentales, destruction du droit d'asile

Le gouvernement Meloni dirige l'État italien depuis octobre 2022, après une victoire législative de l'extrême-droite et de la droite, alliées.

Meloni n'est pas une inconnue. Elle a été ministre sous Berlusconi de 2008 à 2011, pourfendant les livres d'école jugés trop à gauche. Avant cela, elle a milité dans le front de jeunesse du Mouvement social italien (MSI), fondé en 1946 pour reprendre le flambeau du Parti national fasciste et du Parti fasciste républicain (aile « révolutionnaire », anti-sémite et anti-monarchiste du fascisme italien). Elle est ensuite entrée à l'Alliance nationale, qui a succédé directement au MSI après son auto-dissolution en 1995. Elle a quitté l'Alliance nationale pour créer Frères d'Italie (Fratelli d'Italia), qui s'est un temps appelé Frères d'Italie – Alliance nationale et a repris la flamme tricolore fasciste du MSI.

Le gouvernement Meloni n'a pas attendu longtemps avant de s'en prendre aux minorités, mais aussi aux masses travailleuses « bien italiennes ».

Meloni a continué la politique austérioritaire du gouvernement Draghi. Et elle est allée bien plus loin : le 1^{er} mai, elle a annoncé la suppression du revenu de

citoyenneté. Le 27 juillet, 169'000 famille sont appris par SMS qu'elles ne le toucheraient plus, sans autre explication. Cela dans un pays où plus de trois millions de personnes ont dû recourir aux soupes populaires l'an dernier. Les fascistes ne sont jamais du côté des classes populaires, malgré leur rhétorique sociale voire socialisante. D'ailleurs, les organisations patronales italiennes ne s'y sont pas trompées et ont largement soutenu la coalition menée par Meloni.

En juin, le gouvernement Meloni a déposé un projet de loi permettant de poursuivre quiconque a eu recours à la gestation pour autrui (GPA), y compris à l'étranger. Conséquence, outre les risques d'amende et de prison : des lesbiennes et gays ont perdu leur parentalité légale. Non seulement les droits des personnes homosexuelles reculent... mais ils reculent même de manière rétroactive ! Et les enfants ne sont pas épargnés : les couples gays qui ont eu recours à la GPA ne peuvent pas inscrire leur enfant à l'état civil, des enfants se retrouvent donc privés de la nationalité italienne, voire d'existence légale. Sans compter les changements de nom de famille imposés. La rhéto-

rique homophobe et transphobe de l'extrême-droite soit-disant en faveur des enfants nuit également aux enfants.

La rhétorique pro-vie (en réalité : anti-avortement) sert aussi à rogner les droits des femmes, notamment sur leur corps, sans aider pour autant les enfants. Cette rhétorique pro-vie est très présente en Italie, dans l'extrême-droite fasciste mais aussi au sein de la droite républicaine. De très nombreux médecins refusent de pratiquer des IVG (interruptions volontaires de grossesses). En Sicile, 90 % des médecins refuseraient de procéder à un avortement. Si Meloni jure ne pas vouloir repénaliser l'avortement, ses discours et les décisions régionales et locales de ses alliées politiques disent le contraire. Dans certaines régions, les groupes anti-avortement peuvent librement faire leur propagande au sein même des hôpitaux. Les plannings familiaux, eux, sont sous-dotés. La pilule du lendemain est souvent difficile à se procurer, malgré la loi.

Le parti de Meloni est depuis sa création ouvertement opposé au droit à l'avortement, au mariage homosexuel, à l'adoption par les couples homosexuels, ouvertement opposé également aux mesures de lutte contre le sexisme, la transphobie et l'homophobie. Tout en défendant une politique nataliste, dans les arènes politiques mais aussi à la télévision

publique, dont les grilles horaires ont été remaniées et dont la nouvelle direction entend imposer un nouveau récit national.

Meloni veut aussi établir un blocus en Méditerranée pour lutter contre l'immigration. Si elle a dû reculer sur ce point (notamment pour des raisons pratiques), ce projet reste d'actualité – rappelons que toute la droite européenne, même la plus libérale et soi-disant humaniste, participe à faire de la Méditerranée un cimetière et à édifier la Forteresse Europe. Le gouvernement italien a aussi annoncé en septembre 2023 vouloir faire payer une caution de 5000 euros aux requérant·es d'asile débouté·es le temps de leur recours. Le gouvernement italien s'en prend aussi régulièrement aux ONG (organisations non-gouvernementales) qui portent secours aux exilé·es, en mer ou une fois arrivé·es en Italie, les qualifiant de complices des passeurs – là encore, un discours qui imprègne la droite bien au-delà des rangs fascistes.

Meloni aligne aussi les discours contre les anarchistes, quoique des camarades rencontré·es à Saint-Imier en juillet estiment que pour l'instant, la répression touchant spécifiquement les anarchistes (qui était déjà dure) ne s'est pas renforcée depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition fascisante dirigée par Meloni.

Elle s'en est aussi prise extrêmement violemment aux *rave parties* et défend la prison à perpétuité.

Son parti et elle-même sont aussi, sans surprise, profondément anti-écologistes.

L'antifascisme en Italie a perdu du terrain. Alors qu'entre 1947 et le début des années 1990, un arc républicain excluait le MSI de toute coalition gouvernementale, la droite aujourd'hui n'hésite plus à s'associer aux fascistes. Forza Italia, le parti de Berlusconi, a même fusionné avec l'Alliance nationale (fasciste) au sein du Peuple de la Liberté. Une tendance qui n'est pas propre à l'Italie : on la retrouve en France, avec la dédramatisation du Front national puis du Rassemblement national (créé pour servir de vitrine électorale à l'Ordre nouveau, organisation fasciste) mais aussi en Suisse, où l'UDC a, dans les années 1970, récu-

péré les défenseurs des initiatives Schwartzbach, et qui aujourd'hui n'hésite pas à s'associer avec des organisations fascisantes (comme Mass-Voll, dont le principal meneur est ouvertement « identitaire », ou Némésis, dont une figure a été engagée comme secrétaire par l'UDC Neuchâtel) et à prendre parti pour les néo-nazis de la Junge Tat... ou à leur confier leur communication contre rémunération.

Il n'y a pas à débattre avec l'extrême-droite. Il faut la combattre.

Voir aussi

“L'extrême droite, le dangereux joker du capitalisme”, *Le Chat déchaîné*, novembre 2022

“Avortement”, *Le Chat déchaîné* novembre 2022

“Que crève l'UDC”, *Le Chat déchaîné*, avril-mai 2023

PÉNURIES DE MÉDICAMENTS EN SUISSE

« Depuis longtemps déjà, il n'est plus possible d'assurer en Suisse un approvisionnement sans faille en médicaments même dans une situation normale ». Ce sont les mots de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), dans un rapport de février 2022.

Le problème est sérieux : l'Office fédéral pour l'approvisionnement

économique du pays (OFAE) liste environ 170 médicaments en rupture de stock, et les réserves d'urgence sont de plus en plus sollicitées. À cela s'ajoutent une quinzaine de vaccins en rupture de stock.

Pourtant, les autorités ne semblent pas réagir à cette situation alarmante. Certes, les pharmacies et hôpitaux

peuvent bénéficier de dérogations et produire en propre plus de médicaments qu'habituellement lorsque certaines substances sont introuvables. Certes, la Confédération tente mollement de rationaliser la constitution de stocks par les différents acteurs concernés. Mais cela revient à mettre un emplâtre sur une jambe de bois, d'autant plus que les pénuries de vaccins, d'antibiotiques et de très, très nombreux traitements concernent le monde entier. Il n'est donc même pas possible d'acheter à l'étranger – quoique la fortune de la Suisse permettrait de retarder le problème quelques années en accaparant une bonne part de la production mondiale, comme cela a été le cas avec les vaccins anti-covid. Les causes de cette crise sont pourtant connues. L'OFAE écrit sur son site :

En Suisse, l'industrie pharmaceutique se consacre principalement à la recherche et à la production de médicaments innovants. Or les pénuries affectent l'approvisionnement de base en principes actifs qui sont tombés dans le domaine public. Plusieurs facteurs complexes, souvent d'ordre économique, peuvent expliquer le nombre croissant de perturbations graves de l'approvisionnement, parmi lesquels la concentration de la production de certains produits sur un petit nombre de sites, la diminution des stocks, des

complications réglementaires ou encore des décisions prises par les entreprises. En outre, des problèmes de qualité ou de fluctuations de la demande peuvent engendrer des arrêts de la production. Bien souvent, les médicaments qui ne sont plus protégés par brevet et dont la fabrication est complexe et coûteuse sont vendus à des prix qui permettent à peine de couvrir les coûts, et ne sont donc plus rentables pour les firmes pharmaceutiques. Celles-ci arrêtent alors souvent la fabrication et retirent les produits du marché. Le marché suisse est relativement petit en comparaison internationale, si bien que seul un nombre limité d'entreprises peuvent y proposer de manière rentable des produits identiques à ceux déjà commercialisés par d'autres fournisseurs. Enfin, les parts de marché très inégales ou les monopoles observés dans certains cas augmentent massivement le risque de sous-approvisionnement.

La situation est très claire : on aurait les moyens techniques de produire les médicaments dont on a besoin, mais les entreprises refusent de le faire et les autorités ne veulent pas les y forcer. Pourquoi ? Parce que les personnes qui nous dirigent estiment que la santé est un marché, et qu'il ne faut surtout pas planifier, qu'il ne faut pas réquisitionner les usines de la pharma et de

l'industrie chimique suisses – qui génèrent des milliards pour quelques capitalistes, qu'il ne faut pas que les hôpitaux mettent en place des lignes de production pérennes... En bref, elles estiment que la santé doit être directement rentable, et tant pis si les choix effectués pour faire plaisir à la bourgeoisie menacent la population tout entière et même, à terme, l'économie suisse dans son ensemble.

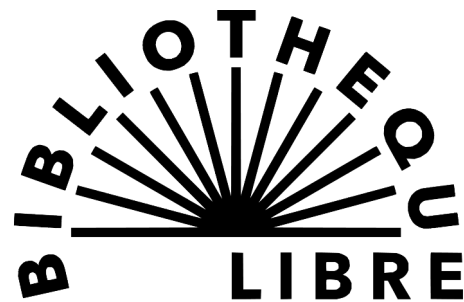
Les capitalistes de la pharma et leurs relais politiques, les entreprises comme le groupe Genolier (SMN) qui parviennent à privatiser des hôpitaux, les assurances-maladies... ne sont pas

là pour nous soigner ou nous garder en bonne santé, mais avant tout pour dégager des bénéfices financiers. Leur laisser le secteur de la santé est non seulement dangereux, mais carrément néfaste.

Il faut lutter pour supprimer les brevets sur les médicaments, antibiotiques et vaccins ; stopper la privatisation des hôpitaux ; ouvrir des lignes de production publiques ; exproprier les entreprises qui se font de l'argent tant qu'elles le peuvent puis refusent de produire des médicaments lorsqu'ils ne sont plus assez rentables. La santé ne doit pas être un marché.

OUVERTURE DE LA BIBLIOTHÈQUE LIBRE !

L'inauguration très attendue de la Bibliothèque libre a eu lieu le 17 novembre à Hauterive. Plusieurs dizaines de personnes ont profité de la mise à disposition d'une riche collection d'ouvrages, surtout politiques, dont une bonne partie vient de l'ancien squat de la Prise. L'inauguration a été animée par une bouffe à prix libre, de la musique (Chorale révolutionnaire, Elie et Bomboclit) et l'intervention d'un membre du CIRA Lausanne (Centre international de recherches sur l'anarchisme) venu présenter le livre *Une petite histoire de l'anarchisme* de Marianne Enckell.



Informations pratiques

Site web: bibliothequelibre.ch

Adresse: rue de la Rebatte 11, Hauterive

Ouverture : de 16h à 19h le premier mardi et le troisième vendredi du mois

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE À TOUT PRIX... MAIS LAQUELLE ?

La propriété privée est l'un des socles de notre système politico-économique. Pourtant, sa défense « à tout prix » mine ses propres fondements.

La garantie de la propriété privée est l'un des grands acquis (ou conquis) des révolutions libérales des XVIII^e et XIX^e siècles. Finies, les mesures vexatoires et arbitraires des seigneur sou de l'État. La terre était enfin à qui la travaillait – ou plutôt à son mari –, l'atelier était à l'artisan, la maison au bourgeois. Évidemment, loin de l'idéal du citoyen-travailleur-soldat qui possède son outil, la promotion de la propriété privée a surtout encouragé les enclosures et donc détruit la plupart des formes de propriété collective au profit de quelques capitalistes et grands propriétaires terriens ou de l'État – et sécurisé la transmission intergénérationnelle de la fortune et du pouvoir qui y est attaché. En somme, les idéaux libéraux ont mené à la substitution de la noblesse par la bourgeoisie, sans changer fondamentalement les rapports de propriété et de production. Et encore. Un paysan européen de l'an mil vivait probablement mieux qu'un ouvrier d'usine ou un mineur de la fin du XIX^e siècle. Toujours est-il qu'à part pour garantir quelques fonctions dites

régaliennes – construire des casernes... ou des autoroutes – le principe de la propriété privée est bien ancré dans toutes les couches de la population et justifie que quelques individus possèdent des montagnes de richesse quand d'autres crèvent la gueule ouverte. Car cette propriété est (évidemment faussement) vue comme la garantie de la liberté.

Mais cette conception idéologique n'est plus raccord avec la réalité. D'une part parce que la propriété privée des moyens de production, des terres et des ressources naturelles entraîne des inégalités criantes qui, lorsqu'elles sont contestées, sont défendues par la force – souvent de l'État : combien d'armées ont tiré sur des travailleuses en grève ? L'État moderne, soi-disant détaché du pouvoir économique, est en effet le garant violent de la propriété des riches. Le pouvoir économique et l'État sont d'ailleurs de plus en plus liés – pensons aux partenariats public-privé et aux *thinks-tanks* néo-libéraux qui murmurent à l'oreille des gouvernements. Le mythe du droit à la propriété

privée sert surtout à éviter les révoltes collectivistes.

D'autre part parce que la notion-même de propriété subit un glissement dans de nombreux domaines. S'il était convenu que la plupart des moyens de productions pouvaient appartenir à une poignée de personnes, s'il était convenu que même les logements pouvaient ne pas appartenir à ceux qui les occupaient, il était plus ou moins universellement admis que la propriété des effets personnels était garantie. Combien n'ont pas eu peur que les communistes leur prennent leur voiture, leur lit ou même leur brosse à dent ?

Pourtant, de plus en plus, nous ne possédons même plus les objets que nous utilisons. Depuis déjà longtemps, de nombreux·ses agriculteur·ices sèment des graines OGM (issues de l'ingénierie génétique) qui sont brevetées. C'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas ressemer librement la saison suivante et qu'ils ne peuvent pas revendre les graines. Et ce genre de logique se répand, insidieusement (mais ouvertement). Il est de plus en plus rare de posséder sa musique sur un support physique (que ce soit un CD ou un espace sur son propre ordinateur). Il y a de plus en plus de logiciels que l'on n'achète pas, mais que l'on loue. Cette tendance prend de l'ampleur. Il est aujourd'hui possible d'acheter une

voiture avec des sièges chauffants, mais de ne pas pouvoir les utiliser sans... payer un abonnement. Idem pour diverses fonctionnalités « de confort »... mais aussi pour le moteur de voitures électriques. En 2017, pour permettre de fuir la tempête Irma plus facilement, Tesla a débridé électroniquement et à distance des moteurs aux États-Unis, augmentant l'autonomie des voitures sans qu'aucune manipulation physique n'ait eu lieu (normalement, les client·es auraient dû payer 4500 à 9000 dollars). Cela signifie non seulement que l'entreprise fait payer un « service » qui ne dépend pas (totale-ment) de l'objet « acheté », mais aussi qu'elle peut contrôler ledit objet à distance. C'était déjà questionnant pour de la musique sur un smartphone (rappelons-nous du morceau de U2 ajouté à distance sur les iPhone en 2015, qui a montré qu'Apple pouvait contrôler le contenu de ses smartphones), ça devient carrément inquiétant avec une voiture.

Alors que le dogme de la propriété privée n'a jamais permis au plus grand nombre de posséder grand-chose, il permet aujourd'hui à quelques entreprises de nous déposséder du contrôle des objets que nous détenons physiquement, en glissant de la vente à l'abonnement et en contrôlant certains produits à distance.

BRÈVES INTERNATIONALES

Niger. Après un coup d'État le 26 juillet dernier, le pays s'éloigne de la France – qui campe sur une position néo-coloniale – et se rapproche de la Russie et de la Turquie. La CEDEAO mobilise ses troupes contre les putschistes (mais n'intervient pour l'instant pas), soutenue par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. Le Burkina Faso et le Mali, eux aussi théâtre de coups d'État et hostiles à la France, ont annoncé qu'ils soutiendraient le Niger. La Gambie aussi soutient le Niger, et la Russie semble impliquée, de même que le groupe Wagner qui n'a semble-t-il pas été dissous suite au coup d'État de Prigojine contre les généraux russes. Si l'opposition à la Françafrique est pleinement justifiée, on semble loin d'une révolution sociale dans la région.

Haut-Karabagh/Artsakh. Après une guerre en 2020 puis un blocus contre la république arménienne auto-proclamée du Haut-Karabagh dès décembre 2022, l'Azerbaïdjan a à nouveau attaqué la zone en septembre 2023, avec la bénédiction de l'État turc... et d'Israël (l'État israélien est le premier fournisseur d'armes à l'Azerbaïdjan. Comme quoi, la géopolitique...). La quasi-totalité de la population a fui vers l'Arménie. On

assiste à un véritable nettoyage ethnique.

Chiapas. Pour faire face aux narcos, qui ont de plus en plus de pouvoir dans le Sud du Mexique, les zapatistes ont annoncé la refonte de leur structure civile, 30 ans après le soulèvement de l'EZLN. L'armée de libération et le mouvement zapatiste semblent déterminés à se réinventer face à la crise en cours. Les forces fédérales envoyées pour combattre les narcos semblent, elles, plus intéressées à pourchasser les migrant·es.

Syrie. Les forces turques multiplient les bombardements en Syrie, mais aussi en Irak, contre les forces progressistes kurdes et leurs alliés. Des infrastructures civiles sont régulièrement visées. La Turquie occupe toujours une partie du Rojava. Le processus révolutionnaire continue malgré cela à progresser.

Monde. Au moins 23 conflits armés en cours causent plus de 1'000 morts par an. Que maudite soit la guerre.

Résistance internationaliste. Les actions de blocage d'usines, de sabotage et de refus de chargement de matériel de guerre pour Israël se multiplient, à l'appel notamment de syndicats.

ÇA BOUGE EN SUISSE !

► *Canton de Neuchâtel, 18 août* – dépôt d’une motion populaire par la Grève du Climat pour demander de produire de la nourriture dans les espaces verts publics et de la distribuer à la population

► *Bienne, 28 août* – dans le cadre de la semaine de solidarité avec les prisonniers·ères anarchistes, banderole déployée au-dessus de la Suze avec les noms de dizaines de libertaires incarcéré·es

► *Morges, 30 août* – manifestation deux ans après la mort de Nzoy, tué par la police

► *Neuchâtel, 15 septembre* – la Grève du Climat est allée remettre des coupes en papier mâché à des entreprises « méritantes » de la région. Le même jour, manifestations de Fridays for Future dans plusieurs villes de Suisse et du monde

► *Berne, 16 septembre* – grosse manifestation syndicale pour des hausses de salaires et de rentes

► *Berne, 25 septembre* – rassemblement pour les 75 ans de l’AVS

► *Neuchâtel, 29 septembre* – manifestation contre la hausse des primes d’assurance-maladie, et plus généralement le coût de la vie

► *Berne, 30 septembre* – très grosse manifestation de l’Alliance climatique

► *International, 16-23 septembre* – semaine de solidarité avec les inculpé·es du 8 décembre en France (accusé·es de terrorisme pour de supposés liens avec la lutte contre Daech au Kurdistan syrien)

► *Lausanne, 7 octobre* – Mad Pride

► *Zurich, 7 octobre* – manif syndicale pour les électros et technicien·es du bâtiment

► *Zurich, 7 octobre* – manifestation en solidarité avec le Rojava et pour la libération d’Öcalan

► *Meyrin, 14 octobre* – ouverture d’un squat dans un quartier entier

► *Vevey, 14 octobre* – Festival de l’eau, dirigé contre Nestlé et autres accapareurs, intrusion de militant·es dans les jardins de Nestlé

► *Bâle, 21 octobre* – manifestation antifasciste, aussi à Weil-am-Rhein (Allemagne)

► *Zurich, 21 octobre* – manifestation suite au meurtre de Nzoy par la police

► *Saint-Gall, 23 octobre* – débrayage contre la suppression de 440 postes à l’hôpital

► *Neuchâtel, Lausanne, Genève, Berne, 27 octobre* – journée d’action de la Grève pour l’Avenir. Dans le canton de Neuchâtel, tractages devant des usines, grillades sur un chantier, défilé

de monstres en fin d'après-midi puis repas à L'Amar

► *Genève, 28 octobre* – manifestation Solidarité peuple à peuple

► *Berne, 28 octobre* – promenade nocturne antifasciste

► *Zurich, fin octobre* – attaque à la peinture contre le consulat français en solidarité avec les inculpé·es du 8 décembre et le Kurdistan sous les bombes. Attaque aussi contre une gendarmerie alsacienne

► *Suisse, 30 octobre* – Unia a obtenu des hausses de salaires à la Coop (insuffisantes pour compenser l'inflation)

► *Zurich, 1^{er} novembre* – dans la nuit, action directe contre Viadukt Apartments, une entreprise active dans la gentrification

► *Lausanne, 3-4 novembre* – festival au Porno Diesel en soutien à la famille de Mike Ben Peter, tué par la police

► *Zurich, 4 novembre* – grosse manifestation radicale pour des loyers abordables

► *Canton de Neuchâtel, 7 novembre* – actions dans les hôpitaux pour l'indexation des salaires et la défense de la CCT dans le domaine des soins

► *Genève, 9 novembre* – commémoration de la manifestation antifasciste de 1932, quand l'armée a tué 13 personnes

► *Saint-Gall, 11 novembre* – manifestation contre les suppressions de postes à l'hôpital

► *Lausanne, 16 novembre* – perturbations contre la venue de Macron et Berset à l'UniL (les autorités universitaires avaient auparavant interdit un tournoi de foot pour la Palestine, trop politique)

► *Canton de Vaud, 21 novembre* – mobilisation pour l'indexation des salaires (y compris rentes) dans la fonction publique

► *Neuchâtel, 24 novembre* – Black Freeday, marché gratuit, *critical mass* (et passage dans un centre commercial), chorale révolutionnaire

► *Bienne, 25 novembre* – manifestation contre les violences patriarcales, concerts et ateliers. Mobilisations dans d'autres villes, dont Neuchâtel



► *Genève, 14 oct. ; Zurich, 20 oct. ; Genève, 21 oct. ; Fribourg, 24 oct. ; Lausanne, Zurich, Berne, 28 oct. ; Genève, 3 nov. ; Berne, 4 nov. ; La Chaux-de-Fonds, Fribourg, Genève, Lucerne, Zurich, 11 nov. ; Lausanne, 19 nov. ; Fribourg, 25 nov.* – manifestations pro-palestiniennes. Nombreuses actions à d'autres moments et endroits.

COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN AUX INculpÉ·E·S DU 8 DÉCEMBRE

Communiqué de soutien du Réseau internationaliste Serhildan, avec les inculpé-e-s du 8 décembre, dont le procès s'est tenu du 3 au 27 octobre à Paris. Il intervient presque trois ans après leur arrestation, alors que plusieurs des inculpé-e-s ont déjà été emprisonné en détention provisoire et ont été victimes de nombreuses violences carcérales – des fouilles à nu répétées ou encore 16 mois en isolement pour Libre Flot, enfin libéré suite à une grève de la faim de 37 jours.

Le procès des inculpé-es du 8 décembre s'est terminé le 27 octobre. Sept personnes ont comparu, accusées d' « association de malfaiteurs terroriste ». Un procès aux enjeux majeurs qui pourrait aboutir à un élargissement de la définition légale de terrorisme pour l'appliquer aux mouvements contestataires de gauche. Alors que la défense était unanime en demandant la relaxe, le parquet antiterroriste a requis des peines de prison allant de deux ans avec sursis à 6 ans ferme avec mandat de dépôt pour Libre Flot. Le verdict final sera connu le 22 décembre.

Même les médias libéraux le reconnaissent, le dossier à charge est pour le moins bancal. Un groupe de personnes qui ne se connaissaient pas toutes, avec

aucun projet concret démontré malgré des mois de surveillance par la DGSI. Comme dans l'affaire de Tarnac en 2018, qui s'était soldée par un fiasco judiciaire et la relaxe de toutes les personnes inculpées, le projet terroriste est construit comme une fable à partir d'éléments disparates tissés autour du fait que les inculpé-es utilisaient au quotidien des outils pour protéger leur vie privée et chiffrer leurs communications. Un gros pétard artisanal, des parties de paintball et, au cœur du procès, l'engagement internationaliste de Libre Flot au Rojava.

Depuis son arrestation, Libre Flot n'a eu de cesse d'être questionné sur les raisons qui l'ont poussé à partir au Rojava et les connaissances qu'il aurait acquises là bas. Pendant le procès, la juge insiste sur le fait qu'il doit en être revenu traumatisé. Libre Flot affirme qu'il n'est pas rentré traumatisé et que ce qui l'a intéressé, et lui a apporté beaucoup lors de son séjour au Rojava, c'est le Confédéralisme démocratique. « *Ce que je veux partager, c'est une expérience politique* ». Il dénonce également l'indifférence concernant les actuels bombardements du Kurdistan par l'aviation militaire turque. C'est justement les idées politiques de Libre

Flot et des autres personnes inculpées qui intéressent le tribunal, à défaut de faits concrets à leur reprocher. Lors de sa garde à vue, Libre Flot s'est vu demander s'il utilisait le mot « camarade » ou encore s'il se définissait comme libertaire.

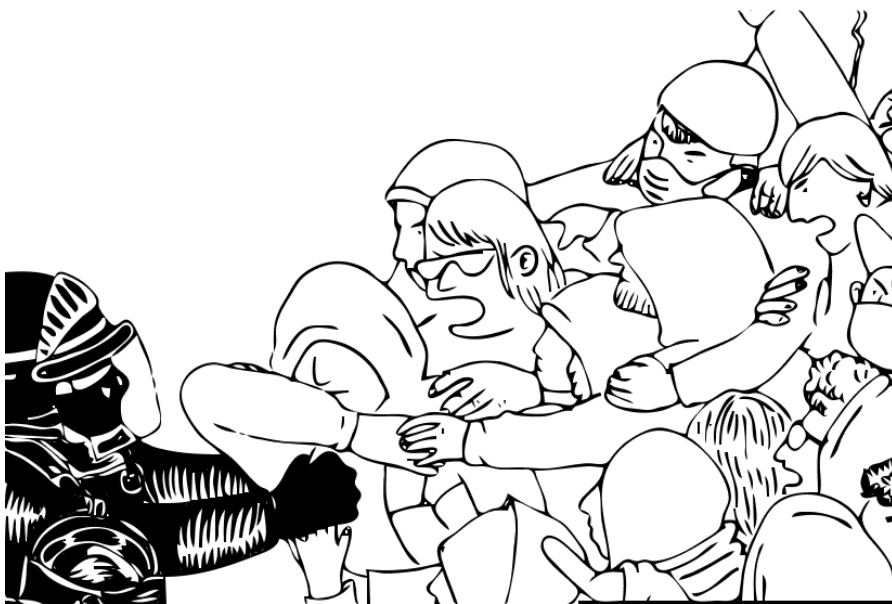
Depuis 2014, des dizaines d'internationalistes de France se sont rendu-es au Rojava pour participer au processus de construction d'une société basée sur la démocratie de base, la libération des femmes et l'écologie sociale. Ce sont ces internationalistes, dont beaucoup ont contribué à la lutte contre Daech, qui sont dans le viseur de la DGSI. Celles et ceux qui sont parti-es sans but politique, uniquement pour participer à la lutte armée contre Daech ou pour des motifs islamophobes ne sont pas inquiété-es. Dans un contexte de contestations sociales toujours plus fortes en France, pas étonnant que la propagation des idées de la révolution sociale au Rojava et d'une union inter-

nationale entre les forces socialistes partout dans le monde, fassent trembler les tyrans qui nous dirigent.

La répression contre les idées politiques du mouvement kurde à une longue histoire en France. On rappellera que récemment, entre 2021 et 2022, dans le cadre de l'enquête des inculpés du 23 mars 2021, plus de 800 personnes ont été interrogées par la DGSI. 11 d'entre elles ont été condamnées pour appartenance au PKK, considéré comme une organisation terroriste par l'Union européenne. Elles font aujourd'hui appel de cette décision.

Face à cette tentative d'intimidation et de criminalisation de l'internationalisme, nous répondons qu'elle ne fait que renforcer notre détermination à continuer notre travail de solidarité avec le Kurdistan, ainsi qu'à propager les idées et les pratiques de la révolution du Rojava et les faire dialoguer avec nos luttes locales.

Liberté pour les inculpé-e-s !



UN JOLI BLACK FREEDAY

Encore une fois, l'intercollectif neuchâtelois a mis en place une alternative concrète au Black Friday

Pour la troisième fois, un intercollectif écologiste, féministe et anticapitaliste a organisé un *Black Freeday* comme alternative au Black Friday. Le 24 novembre, un marché gratuit a animé le centre-ville de Neuchâtel.

Le Black Friday, symptôme et symbole du capitalisme, du productivisme, de l'impérialisme et du patriarcat, est une catastrophe sociale et environnementale.

Plutôt que de se résigner ou de compter sur les comportements individuels, nous préférons organiser une action concrète pour ouvrir une brèche dans le régime capitaliste et aider directement les gens. Le marché gratuit et la buvette à prix libre permettent de s'extraire – un peu – des logiques marchandes.

L'infokiosque, les discours, les chants de la Chorale révolutionnaire, les nombreuses discussions, le tractage aux abords des grandes enseignes (accompagné du son du tambour et des slogans anti-Black Friday) et le passage de la *critical mass* (balade à vélo) dans le centre commercial de la Maladière ont permis de faire connaître nos revendications plus largement.

Une douzaine de collectifs étaient présents et/ou ont soutenu l'organisation de cette journée, et des dizaines de bénévoles, en plus de l'équipe de l'intercollectif, ont pris part au montage et au démontage, à la tenue de la gratiféria ou à la gestion de la buvette et du coin *chill* (coin canapés) attendant.

Cet événement permet de penser et vivre la convergence de nos luttes, de rassembler les militant·es et sympathisant·es de nos organisations et mouvements, de diffuser nos idées. Et surtout d'avoir un impact concret en permettant à des centaines de personnes d'amener les vêtements, jeux, jouets, livres (mais aussi machine à coudre, tire-lait...) dont elles n'avaient plus besoin et/ou de se servir dans les très nombreux objets amenés par d'autres, luttant ainsi concrètement contre la surproduction, limitant le désastre environnemental causé par l'économie capitaliste, et profitant à des gens qui en ont parfois bien besoin.

Ce Black Freeday est un premier pas vers un monde plus juste, plus durable, plus solidaire, débarrassé du productivisme, du patriarcat et de toute forme d'exploitation.

UN MÉMOIRE SUR L'HORIZONTALITÉ

Rendu public il y a quelques mois, un mémoire de master en sciences sociales intitulé *Empêcher la domination. La construction de l'horizontalité à la Grève du Climat* nous permet d'explorer le fonctionnement de la Grève du Climat de l'intérieur. L'accent est porté sur l'horizontalité, c'est-à-dire le fonctionnement se voulant sans chef·fe, sans hiérarchie, sans domination adopté par le mouvement écologiste. L'auteur espère avec ce travail apporter des pistes et des outils à même de renforcer la démocratie au sein de nos structures.

Le travail, ethnographique, repose sur une démarche participative, de nombreuses observations et des entretiens, et couvre un large éventail de pratiques et logiques déployées à la Grève du Climat. On y aborde l'utilisa-



tion des outils de messagerie instantanée, le déroulement des réunions, les mécanismes mis en place pour éviter la domination masculine, des descriptions d'actions – comme l'occupation de la Place fédérale en 2020, l'usage du procès-verbal participatif, mais aussi des réflexions plus larges sur ce que sont la domination ou la démocratie.

Disponible en ligne

Robin Augsburger. *Empêcher la domination. La construction de l'horizontalité à la Grève du Climat*. Neuchâtel : Université de Neuchâtel. 170 pp.

<https://libra.unine.ch/entities/publication/bea7f0e4-e1fb-4cd4-92d9-c3a568461184/details>

Ébullition syndicale en Suisse

Tout comme au Bangladesh, en Suède, au Maroc ou aux États-Unis, la colère gronde et les actions syndicales se multiplient. Fonction publique en grève à Genève et Fribourg, actions anti-austéritaires à l'hôpital de Saint-Gall, campagnes de dénonciations... Sans compter les actions spontanées menées par de nombreux·ses travailleuses dans tout le pays. Un front à ne pas négliger.

« Comment voudrait-on qu'une société égalitaire et libre sortît d'une organisation autoritaire? C'est impossible. L'Internationale, embryon de la future société humaine est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité et à la dictature. »

12 novembre 1871, communiqué de constitution de la
Fédération jurassienne au sein de la Première Internationale

Quelques dates à noter pour bien commencer 2024

8 mars : journée internationale de lutte pour les droits des femmes

22 et 23 mars : journées d'action de la Grève pour l'Avenir, manifestation le samedi dans le canton de Neuchâtel

30 avril : manifestation à Neuchâtel pour la Journée internationale des Travailleuses du lendemain

1^{er} mai : manifestation à La Chaux-de-Fonds et en de nombreuses autres localités de Suisse et du monde

